

Aude Lancelin : les médias sont "revenus à la situation d'avant-guerre"

Aude Lancelin, journaliste au Média, essayiste et Prix Renaudot, nous livre son analyse sur l'avenir des médias face au poids des actionnaires, à l'uniformisation de la pensée, au rôle des réseaux sociaux et à l'émergence de nouveaux supports d'information. Elle sera présente au Festival Nos disques sont rayés au Théâtre du Rond-Point à l'occasion d'une conférence-débat, dont Socialter est partenaire. Rendez-vous le 8 février.



Plutôt que de vous licencier, les actionnaires de L'Obs n'auraient-ils pas mieux fait de vous acheter?

► Je pense qu'ils ont regretté leur décision. Ils ne s'attendaient pas à ce que les autres médias en parlent. Au lieu d'une telle opération de nettoyage, ils pouvaient tout à fait me proposer un placard pour m'empêcher de parler. Cette attitude montre bien le changement de mœurs dans ces grands groupes. Pour quelqu'un comme Xavier Niel, un licenciement très violent, avec un dossier vide, est l'ordinaire de sa gestion des ressources humaines. Je lui posais un problème à un an de l'élection présidentielle, il a sous-estimé la capacité de réaction du milieu journalistique. Je pense qu'il ne refera pas cette erreur... (Rires) De fait, ils n'ont pas attaqué en justice Le Monde libre (Les Liens qui Libèrent, 2016).

□ Cette interview sera à retrouver dans le prochain numéro de Socialter, disponible en kiosques dès le 8 février

Le journalisme doit être reconnu comme un métier à part. Mais les dérives que vous combattez ne viennent-elles pas aussi d'une forme d'entre-soi?

► Il existe une bulle médiatique séparée des intérêts du public : quelques éditorialistes surpayés, qui n'ont de comptes à rendre qu'à leurs actionnaires. Or, si l'on reprend la charte de Munich de 1971, qui édicte les règles déontologiques de notre profession pour toute l'Europe, on voit que l'intérêt général est censé prévaloir, pour nous journalistes. Notre corporation doit reprendre conscience de la particularité de ce métier. Un média ne peut pas être une entreprise comme une autre... Je déplore qu'en ce moment les journalistes aient tendance à se conformer aux mœurs des grandes entreprises et à leur

esprit 'corporate', le petit doigt sur la couture du pantalon. Je pense que nous avons d'autres devoirs envers le public.

Justement, en désirant des médias gratuits le public n'est-il pas en partie responsable de la dégradation de l'information?

► Il est certain que le public doit se responsabiliser. C'est notre rôle de l'aider à comprendre comment se fabriquent les contenus auxquels il a accès sur Facebook, par exemple. On ne peut pas continuer à surfer sur internet sans jamais se poser la question de la provenance de l'information et de son coût. Selon une étude du Reuters Institute for the Study of Journalism ¹ menée dans 26 pays développés, 44% des gens recourent à Facebook pour s'informer, sans se soucier de savoir de quels médias ces "informations" émanent. Ce n'est pas un problème d'argent, en réalité. Même quand elle est payante, l'information reste très abordable. Cela vient plutôt des erreurs commises par les entreprises de presse. Au milieu des années 2000, tout était en accès libre sur les sites des grands médias. Il y a donc toute une rééducation à mener... Avec Le Média nous avons fait le choix d'un accès libre mais, attention, pas d'une information gratuite. Ce sont les sociétaires qui ont investi au départ et ceux qui investiront à l'avenir qui permettront de financer cette web télé de gauche indépendante.

Vous évoquez Facebook. Nous pensons aussi à l'affaire Presstalis²... Quelle est le poids des diffuseurs de presse dans l'avenir des médias?

► Le phénomène très inquiétant, c'est que Facebook rémunère des grandes rédactions pour produire les formats adaptés à son réseau : le plus souvent, des petites vidéos virales. Que Facebook finance des rédactions, cela pose de graves problèmes démocratiques.

Notre presse, étranglée financièrement, est entre les mains de propriétaires venus d'autres secteurs d'activité qui ne pensent pas en termes de développement sur le long terme et cherchent avant tout à se rembourser de leurs investissements dans des logiques très court-termistes. Cette dynamique peut avoir des conséquences économiques, politiques et intellectuelles incalculables pour l'avenir.

Le Canard enchaîné a même révélé que le vice-président de Facebook, en charge des partenariats, venait d'entrer au conseil de surveillance de Mediawan, le SPAC [pour 'Special Purpose Accuracy Company', une structure dédiée spécifiquement à une acquisition, ndlr] de Xavier Niel et Matthieu Pigasse, après être entré à celui du quotidien Le Monde... Tout cela se passe dans l'opacité la plus totale.

¹ Étude réalisée en 2016. Cf. Reuters Institute Digital News Report 2016, Reuters Institute for the Study of Journalism, université d'Oxford.

² En difficulté économique, le distributeur de la presse française Presstalis a gelé les sommes qu'il aurait dû verser à ses clients, mettant à leur tour de nombreux titres de presse en difficulté.

"Les parcours qui sortent du cursus traditionnel sont très enrichissants et permettent de porter un regard original sur le monde."

Dans ce contexte, les journalistes sont-ils soumis ou plutôt résignés?

► La précarisation de la profession provoque un chantage à l'emploi considérable. Les journalistes ont peur de perdre leur poste et, de ce fait, ont tendance à endosser le discours de la direction. Dans les grands groupes, ils espèrent simplement trouver un recoin où écrire encore quelques papiers qui ne les déshonorent pas trop. Ils n'ont plus l'impression de faire dignement leur métier. Lorsqu'on ouvre un guichet de départs, que ce soit à Libération ou à L'Obs, ceux qui veulent partir n'ont parfois pas d'autre emploi en vue, ou bien ils se résignent à changer de profession. C'est un abandon du métier, fait la mort dans l'âme, par des gens qui l'avaient choisi par passion. J'espère que la recomposition du paysage médiatique va changer les choses.

On déplore aussi le parcours formaté des journalistes. Et si l'une des solutions était de favoriser des parcours plus variés?

► Cette uniformité s'est encore accentuée. En 2000, j'avais passé l'agreg de philosophie et on m'a dit lors de mon premier stage que je n'avais aucune chance parce que je n'avais pas fait le CFJ³. Je pense au contraire que les parcours qui sortent du cursus traditionnel sont très enrichissants et permettent de porter un regard original sur le monde. En réalité, c'est plutôt les écoles de journalisme elles-mêmes qu'il faudrait réformer. Quand j'y intervins, je conseille toujours aux étudiants de se former intellectuellement pour devenir de bons journalistes. Sans cela, on ne peut que débiter des stéréotypes et devenir l'un de ces "petits soldats du journalisme" qui peuplent le milieu, comme l'évoque François Ruffin⁴. C'est aussi aux directeurs de rédaction de donner leur chance à des profils atypiques. C'est ce que nous chercherons à faire au Média.

En quoi le modèle du Média vous paraît-il pouvoir tracer un avenir plus désirable?

► La question du journalisme engagé et de notre proximité supposée avec La France insoumise (LFI) a fait couler beaucoup d'encre... En fait, je trouve cela rassurant de jouer cartes sur table. D'autant que nous n'avons pas réellement de liens financiers ou institutionnels avec LFI. Simplement, la gauche, la vraie, manque dans le paysage médiatique et l'on espère que nous allons restaurer un certain pluralisme, à l'heure où les grands titres de la presse de gauche d'hier se sont convertis au néolibéralisme. Dans le cas

³ Centre de formation des journalistes.

⁴ Cf. *Les Petits Soldats du journalisme*, François Ruffin, Paris, Les Arènes, 2003.

de L'Obs c'est manifeste, puisqu'il a soutenu Macron et accompagne la dérive d'un "socialisme" autoritaire. Sur le modèle économique, les vrais actionnaires du Média sont les "Socios" qui ont participé à la levée de fonds par crowdfunding: 1,5 million d'euros de petits donateurs récoltés en trois mois, soit la plus grande levée de fonds de ce genre jamais réalisée en France! Pour ce qui est du modèle de l'entreprise, nous avons opté pour une autogestion radicale: pas de rédaction en chef, mais une coordination tournante entre plusieurs personnes. Nous essayons de "libérer les énergies", comme disent les Macronistes, sauf que c'est pour de vrai! (Rires)



Que pensez-vous des propositions de Julia Cagé⁵ à propos d'un nouveau modèle économique, à mi-chemin entre la fondation et la société par actions classiques?

► Julia Cagé, qui poursuit une réflexion très intéressante sur la nécessité de construire une indépendance des rédactions, est favorable à des accommodements raisonnés avec les groupes du CAC 40, qui investiraient dans les médias avec des droits de vote minorés — les rédactions disposant de droits de vote majorés —, et ainsi les groupes n'auraient pas de pouvoir effectif au sein de la rédaction. En échange, ils bénéficieraient entre autres de réductions d'impôts... Je suis beaucoup plus pessimiste qu'elle. Je pense que les grands groupes n'investissent jamais à perte, ni sans arrière-pensées. C'est pourquoi les investissements des "Socios" dans Le Média sont limités à de petits montants. Aucun gros actionnaire ne pourra faire basculer la ligne éditoriale.

Les "Socios" seront-ils tout de même amenés à jouer un rôle dans Le Média?

► Nous avons prévu une interactivité très importante sur la plateforme. L'émission d'éducation populaire "Arcadia" sera notamment tournée en public, et les internautes pourront poser des questions à l'intervenant en temps réel. Ils pourront aussi s'inscrire pour nous apporter de l'information locale, via un système de correspondants. Bien sûr, il n'est pas question de remettre en cause la légitimité des journalistes, mais d'impliquer autant que possible le public dans la fabrication de l'information.

Dans La Face cachée du Monde⁶, Philippe Cohen et Pierre Péan dénonçaient les stratégies d'un groupe qui était alors indépendant mais qui manipulait déjà l'information. L'indépendance est-elle un gage de qualité?

► Évidemment, les périls qui pèsent sur les médias ne se limitent pas au CAC 40. Mais quand on regarde l'histoire de la presse au XX^e siècle, on voit que chaque fois les

⁵ Julia Cagé, *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris, Le Seuil, 2015.

⁶ Philippe Cohen et Pierre Péan, *La Face cachée du Monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Paris, Mille et Une Nuits, 2003.

problèmes sont venus de l'intrusion de puissances financières dans les journaux. Or, nous en sommes revenus à la situation d'avant-guerre, où la quasi-totalité des organes de presse étaient entre les mains d'entreprises qui en tenaient la ligne et ont au demeurant collaboré. Et tout cela s'est opéré sous des quinquennats "socialistes", avec la grande privatisation de TF1 sous Mitterrand, puis la victoire complète du CAC 40 sur les médias sous Hollande.

"Le paradoxe, c'est qu'au nom de la chasse aux fake news, on censure les sites qui produisent les enquêtes les plus fouillées sur les sujets d'intérêt général"

Que pensez-vous des intentions d'Emmanuel Macron concernant l'audiovisuel public et les médias?

► Depuis six mois, on découvre son autoritarisme. Ce qui m'inquiète dans les déclarations qu'il a faites lors de ses vœux à la presse, c'est qu'il donne le sentiment de vouloir s'associer avec les grands kiosques de l'information comme Facebook pour contrôler à la source la diffusion d'informations alternatives. Aux États-Unis, les filtres qui ont été mis en place ont déjà fait chuter le trafic des sites de gauche et anti-guerre. Même un site très connu comme celui de Glenn Greewald a perdu 36 % de ses consultations. Le paradoxe, c'est qu'au nom de la chasse aux fake news, on censure les sites qui produisent les enquêtes les plus fouillées sur les sujets d'intérêt général. Il faut comprendre que c'est une politique de long terme. Les élites ont eu très peur de perdre le contrôle à la suite de l'élection de Trump et elles sont en train de repenser la circulation "idéale" de l'information.

Enfin, la crise des médias n'est-elle pas le reflet d'une crise politique dans notre pays?

► Les deux sont étroitement liées. À cet égard, le cas d'Emmanuel Macron est fascinant. Il a été un véritable "media darling", comme disent les Américains. Force est de constater qu'il est totalement à l'image de ces médias qui créent une confusion politique totale entre la droite et la gauche. À Libération ou à L'Obs, cette même confusion existe sur les sujets économiques. On n'ira jamais recruter un journaliste venu du Monde diplomatique ou de Politis car ils sont considérés comme suspects. Nous atteignons un tel point de décomposition que le moment du sursaut est venu. C'est du moins notre pari avec Le Média.

La sphère médiatique est-elle un lieu privilégié pour répondre à la crise de la représentation politique?

► C'est au cœur de mon livre, La Pensée en otage (Les Liens qui Libèrent, 2018): essayer de contrer 7 idées fausses qui font que les citoyens ne s'emparent pas de la question des médias à cause du contre-argumentaire très retors et très efficace qui leur est systématiquement opposé. On dit aux gens qu'ils ont leur libre arbitre, que les médias ne peuvent pas tout, que les journalistes sont neutres, qu'ils sont des combattants de la liberté... C'est une vaste blague. Les journalistes qui disent que les actionnaires

n'interviennent pas dans le travail des rédactions jouent un rôle très pernicieux. Un grand journaliste politique du Monde m'a juré, la main sur le cœur, que depuis vingt-cinq ans on ne l'avait jamais censuré. Si c'est vrai, je le plains : il est tellement normé qu'il n'a jamais testé les limites ; on n'a même plus à lui rappeler les règles !

❑ Aude Lancelin sera présente au [Festival Nos disques sont rayés](#) au Théâtre du Rond-Point à l'occasion d'une conférence-débat, dont Socialter est partenaire. Rendez-vous le 8 février (gagnez des places en nous envoyant un email à redaction@socialter.fr).

Biographie:

❑ Agrégée de philosophie, journaliste et essayiste engagée, Aude Lancelin a été directrice adjointe de la rédaction de Marianne de 2011 à 2014, puis de la rédaction de L'Obs de 2014 à 2016.

❑ Lorsqu'elle est licenciée de L'Obs en 2016, Mediapart y voit des raisons politiques et une quarantaine d'intellectuels et de personnalités publient une tribune dans Libération pour la soutenir et défendre la liberté de la presse. L'Obs est condamné aux prud'hommes pour licenciement abusif en décembre 2017.

❑ Elle raconte son expérience et dénonce une presse muselée dans l'ouvrage 'Le Monde libre' (Les Liens qui Libèrent, 2016) récompensé par le prix Renaudot.

❑ En 2018, elle publie 'La Pensée en otage'. S'armer intellectuellement contre les médias dominants (Les Liens qui Libèrent).

❑ Elle anime aujourd'hui l'émission "La Guerre des Idées" sur le site Là-bas si j'y suis et vient de rejoindre la rédaction du Média, qui se présente comme le "premier média audiovisuel indépendant d'information sur internet".